

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 5 juin 2014 (demande de décision préjudicielle de la Supreme Court of the United Kingdom — Royaume-Uni) — Public Relations Consultants Association Ltd/The Newspaper Licensing Agency Ltd and others

(Affaire C-360/13) ⁽¹⁾

(Droits d'auteur — Société de l'information — Directive 2001/29/CE — Article 5, paragraphes 1 et 5 — Reproduction — Exceptions et limitations — Réalisation de copies d'un site Internet à l'écran et dans le cache du disque dur lors de la navigation sur Internet — Acte de reproduction provisoire — Acte transitoire ou accessoire — Partie intégrante et essentielle d'un procédé technique — Utilisation licite — Signification économique indépendante)

(2014/C 253/16)

Langue de procédure: l'anglais

Juridiction de renvoi

Supreme Court of the United Kingdom

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Public Relations Consultants Association Ltd

Partie défenderesse: The Newspaper Licensing Agency Ltd and others

Objet

Demande de décision préjudicielle — Supreme Court of the United Kingdom — Interprétation de l'art. 5, par. 1, de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil, du 22 mai 2001, sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (JO L 167, p. 10) — Droit de reproduction — Exceptions et limitations — Notion d'actes de reproduction provisoires, transitoires ou accessoires constituant une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique — Reproduction d'une page web automatiquement stockée dans la mémoire cache et sur l'écran d'un ordinateur

Dispositif

L'article 5 de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil, du 22 mai 2001, relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information, doit être interprété en ce sens que les copies sur l'écran d'ordinateur de l'utilisateur et les copies dans le «cache» du disque dur de cet ordinateur, effectuées par un utilisateur final au cours de la consultation d'un site Internet, satisfont aux conditions selon lesquelles ces copies doivent être provisoires, présenter un caractère transitoire ou accessoire et constituer une partie intégrante et essentielle d'un procédé technique, ainsi qu'aux conditions fixées à l'article 5, paragraphe 5, de cette directive et peuvent dès lors être réalisées sans l'autorisation des titulaires de droits d'auteur.

⁽¹⁾ JO C 260 du 07.09.2013

Arrêt de la Cour (grande chambre) du 27 mai 2014 (demande de décision préjudicielle du Oberlandesgericht Nürnberg — Allemagne) — procédure pénale contre Zoran Spasic

(Affaire C-129/14 PPU) ⁽¹⁾

(Renvoi préjudiciel — Procédure préjudicielle d'urgence — Coopération policière et judiciaire en matière pénale — Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne — Articles 50 et 52 — Principe ne bis in idem — Convention d'application de l'accord de Schengen — Article 54 — Notions de sanction «subie» et «actuellement en cours d'exécution»)

(2014/C 253/17)

Langue de procédure: l'allemand

Juridiction de renvoi

Oberlandesgericht Nürnberg

Partie dans la procédure pénale au principal

Zoran Spasic

Objet

Demande de décision préjudicielle — Oberlandesgericht Nürnberg — Interprétation de l'art. 54 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen en combinaison avec l'art. 50 de la Charte des droits fondamentaux — Principe «ne bis in idem» — Condition que la sanction ait été subie, soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de la Partie Contractante de condamnation — Personne ayant été condamnée et sanctionnée par une peine privative de liberté et une peine pécuniaire pour les mêmes faits dans un autre État membre, mais n'ayant pas purgé sa peine de prison

Dispositif

- 1) *L'article 54 de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 et entrée en vigueur le 26 mars 1995, qui subordonne l'application du principe ne bis in idem à la condition que, en cas de condamnation, la sanction «ait été subie» ou qu'elle soit «actuellement en cours d'exécution», est compatible avec l'article 50 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui garantit ce principe.*
- 2) *L'article 54 de cette convention doit être interprété en ce sens que le seul paiement de l'amende pénale infligée à une personne condamnée par la même décision d'une juridiction d'un autre État membre à une peine privative de liberté qui n'a pas été mise à exécution ne permet pas de considérer que la sanction a été subie ou est en cours d'exécution au sens de cette disposition.*

⁽¹⁾ JO C 151 du 19.05.2014

Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 5 juin 2014 (demande de décision préjudicielle de l'Administrativen sad Sofia-grad — Bulgarie) — dans la procédure concernant Bashir Mohamed Ali Mahdi

(Affaire C-146/14 PPU) ⁽¹⁾

(Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes — Directive 2008/115/CE — Retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier — Article 15 — Rétention — Prolongation de rétention — Obligations de l'autorité administrative ou judiciaire — Contrôle juridictionnel — Absence de documents d'identité d'un ressortissant d'un pays tiers — Obstacles à l'exécution de la décision d'éloignement — Refus de l'ambassade du pays tiers concerné de délivrer un document d'identité permettant le retour du ressortissant de ce pays — Risque de fuite — Perspective raisonnable d'éloignement — Manque de coopération — Obligation éventuelle de l'État membre concerné de délivrer un document temporaire relatif au statut de la personne)

(2014/C 253/18)

Langue de procédure: le bulgare

Juridiction de renvoi

Administrativen sad Sofia-grad

Partie dans la procédure au principal

Bashir Mohamed Ali Mahdi

Objet

Demande de décision préjudicielle — Administrativen sad Sofia-grad — Interprétation de l'art. 15, par. 1, sous a) et b), 3, 4 et 6 de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2008, relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (JO L 348, p. 98) ainsi que des art. 6 et 47 de la charte des droits fondamentaux de l'UE — Éloignement d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier — Rétention administrative — Prolongation d'une telle rétention — Admissibilité éventuelle d'un dépassement de la durée maximale de rétention, fondé sur l'absence de documents d'identité — Obstacles à l'exécution de la décision d'éloignement — Perspective raisonnable d'éloignement — Refus de l'ambassade du pays d'origine de l'intéressé de délivrer le document requis pour le voyage de retour — Obligation éventuelle de l'État membre concerné de délivrer un document temporaire relatif au statut de la personne